

Synthèse des réponses d'Axione aux consultations publiques relatives aux réseaux HD/THD fixes

17 MARS 2020



Propos liminaires

La deuxième phase du processus de révision de la régulation des marchés de gros du haut et très haut débit fixe est aujourd'hui partagée par l'ARCEP. Axione souhaite ainsi communiquer son appréciation des évolutions réglementaires que nous estimons majeures.

La présente synthèse renvoie aux réponses formulées pour l'ensemble des projets de décisions ouverts à la consultation publique dont les documents sont fournis en annexes :

- Annexe 1 : réponses Axione au projet de décision symétrique ;
- Annexe 2 : réponses Axione à l'Analyse du marché de fourniture en gros d'accès aux infrastructures de génie civil de boucle locale ;
- Annexe 3 : réponses Axione à l'Analyse du marché 3a
- Annexe 4 : réponses Axione à l'Analyse du marché 4

Synthèse

Par les présentes réponses aux consultations, Axione souhaite partager avec l'ARCEP sa vision des évolutions envisagées pour le prochain cycle de régulation.

Axione souscrit pleinement aux « *trois objectifs clés sur le marché dans lesquels s'inscrivent ses propositions d'évolution de la régulation* » :

- Consolider la dynamique concurrentielle vers le marché de détail de la fibre
- Amplifier la dynamique concurrentielle sur le marché entreprise
- Accompagner la bascule du réseau historique de cuivre vers la fibre

Axione souhaite, néanmoins, partager son inquiétude quant aux remèdes réglementaires envisagés. Nous regrettons que le cloisonnement des approches et la consolidation de la régulation « symétrique » de la fibre optique engendrent des effets regrettables, voire inefficaces sur les objectifs poursuivis.

Axione estime que la seule consolidation de la régulation symétrique de la fibre optique ne répond ni à l'enjeu du développement de la fibre ni à l'amplification du dynamisme de la concurrence. Elle n'apporte pas de solution adéquate à l'exercice d'une concurrence effective et exerce une pression réglementaire non proportionnée sur l'ensemble des opérateurs infrastructures présents sur le marché de gros sans tenir compte, ou très relativement, de sa nature et de son pouvoir de marché. De plus, il convient de noter que « l'enjeu de faire jouer pleinement à la fibre son rôle de prochaine infrastructure fixe de référence », sans les efforts d'investissements des opérateurs de RIPs et des collectivités, ne serait qu'une stratégie réglementaire prématurée pour le 6^{ième} cycle. Les ajustements des obligations complétude (taux des RAD) sur les zones AMEL et AMII en sont la parfaite démonstration.

Aborder la disponibilité des offres et leur niveau qualité implique la réalisation d'un constat en amont : les contraintes opérationnelles rencontrées par l'OI. L'utilisation des infrastructures tierces comme le GC d'Orange, mais aussi d'ENEDIS, et le non-respect du contrat STOC sont à intégrer dans l'analyse des marchés des réseaux fixes puisqu'ils sont la clé du raccordement efficace des locaux FTTH résidentiels ou entreprise.

1. Garantir un accès effectif aux infrastructures tiers de génie civil pour fluidifier l'équipement de tous

S'agissant de l'accès au Génie civil d'Orange, il nous semble légitime que l'obligation d'accès aux infrastructures de génie civil de boucle locale faite à Orange concerne l'intégralité des fourreaux d'adduction. L'Opérateur d'Infrastructure qui déploie aujourd'hui en zone d'initiative publique est confronté à plusieurs situations très diverses :

- Fourreaux d'adduction présents ou non sur les PIT d'Orange cassés ou saturés ;
- Conduite interrompue n'ayant servi qu'à guider le câble de raccordement cuivre jusqu'à la parcelle privative ;
- Gaines annelées mises en œuvre dans le cadre des transitions aéro-souterraines, aux fins d'adduction et de raccordement des abonnés non utilisables ;
- Câbles cuivre déployés en pleine terre au sortir d'une chambre ou d'une transitions aéro-souterraines.

Dans un nombre très limité de cas (présence des adductions dans les PIT), Orange prend en charge les travaux de rénovation ou de désaturation des fourreaux d'adduction existants. Dans la grande majorité des cas, en cas de blocage, aucune autre infrastructure existante n'est mobilisable. La rénovation ou la reconstruction de ces infrastructures ne peuvent raisonnablement être réalisées par un opérateur tiers sans intégration de ces éléments dans le patrimoine d'Orange dans les mêmes conditions que pour les tronçons existants rénovés ou non et reconstruits ou non. Il est justifié qu'Orange fasse droit aux demandes raisonnables de création de fourreaux d'adduction en limite de propriété privée, lorsqu'un génie civil d'adduction est initialement inexistant ou qu'aucune autre solution de désaturation ou contournement non excessif ne peuvent être mobilisés. Orange devra alors prendre en charge les coûts de construction de ces infrastructures qui seront intégrées à son patrimoine. Par ailleurs, il est à noter que la redevance appliquée dans le cadre de l'offre GC BLO ne distingue pas les accès pour lesquels l'adduction est existante ou non, utilisable ou non, mais s'applique de manière uniforme à tous les accès d'une ZA PM. Les coûts de maintenance pris en compte pour l'établissement de la redevance due pour chaque accès prennent donc en compte ces travaux de rénovation ou de reconstructions de ces accès qui ne peuvent être à la charge de l'opérateur d'infrastructure. Il nous semble également pertinent qu'Orange prenne à sa charge les coûts matériels et de main d'œuvre nécessaires aux travaux de rénovation de ses infrastructures. Or, le montant forfaitaire unique proposé par Orange pour les travaux de renforcement/remplacement des appuis aériens ne répond pas à ce principe et son établissement continue à faire l'objet d'une totale opacité.

S'agissant de l'accès au Génie civil d'ENEDIS, il nous semble également urgent d'agir pour faciliter le raccordement des locaux FTTH en zone rurale et accélérer la migration vers le cuivre. La moitié des échecs de raccordement nécessitant un déplacement terrain observés aujourd'hui sur nos réseaux sont liés à l'infrastructure ENEDIS. Il nous semble nécessaire de travailler sur un processus nous permettant de nous affranchir des calculs de charge sur les appuis de branchement d'une part, et de supprimer la redevance sur ces mêmes appuis, en imaginant, par exemple, un mécanisme de péréquation différente à l'échelle nationale entre les AODE et ENEDIS, permettant de faire porter cette « charge » sur l'intégralité des poteaux mobilisés hors branchements.

2. Adapter le cadre pour garantir l'exploitation des réseaux FttH sur le long terme

S'agissant du mode STOC, Axione ré-affirme qu'il est un dispositif approprié à l'intensification des déploiements massifs sur le marché de masse mais que son fonctionnement actuel ne peut pas perdurer. Il est nécessaire d'accroître son efficacité pour pallier les effets induits sur la résilience des infrastructures FTTH et notre capacité à exploiter sur le long terme les réseaux FTTH, dans une économie maîtrisée. Si, sous l'impulsion d'InfraNum, les OI ont pu récemment proposer un cadre nécessaire et minimal à l'amélioration du mode STOC, Axione considère que l'ARCEP doit soutenir les OI dans la mise en œuvre de ses contrats STOC, leur suivi et leur renforcement. Axione propose par ailleurs que dans un délai contraint, qui ne saurait dépasser 6 mois à compter de notre réponse aux Analyses de Marché, l'ARCEP statue sur deux dispositions permettant de répondre à un double-objectif :

- rééquilibrer les relations OI-OC
- assurer la pérennité de ses infrastructures

Elles consistent à :

- L'émission et le renseignement systématique du CRI asynchrone et du CR STOC enrichi : il permet le suivi des interventions réalisées par les OC et leurs sous-traitants, mais nécessite une mise en œuvre rapide de la part de tous les acteurs ;
- La définition d'une clé de répartition pertinente et objective des coûts d'exploitation permettant de couvrir les surcoûts induits par les malfaçons et répondre à l'insuffisance de la tarification des frais de maintenance. Cette clé tiendrait également le plus grand compte des efforts consentis par les OC et les OI dans l'implémentation des protocoles InterOp prévus pour améliorer les processus opérationnels.

Ces actions permettront de responsabiliser l'ensemble des intervenants ayant un accès effectif aux infrastructures de l'OI. Outre une meilleure maîtrise de ses infrastructures, la mise en œuvre de ces propositions aura pour effet d'assurer la pérennité des réseaux FttH. *In fine*, les retombées seront au bénéfice de tous :

- OI : optimisation du temps d'intervention en SAV, amélioration de la tenue des engagements, maîtrise des coûts d'exploitation
- OC : production plus rapide et amélioration de la démarche qualité
- Clients finals : migration plus rapide, minimisation des coupures SAV

Axione pense par ailleurs qu'il est pertinent que l'ARCEP puisse également suivre des KPIs permettant de contrôler la bon respect desdits contrats par les Opérateurs et notamment la performance des OC, en supplément des KPIs envisagés pour contrôler la performance des OI. Les OC sont en effet parties prenantes à la qualité effective de bout en bout, tant via la transmission d'information à l'OI que via leurs actions directes sur le réseau.

3. La régulation du marché entreprise et la nécessité d'une concurrence effective et efficace

Amplifier la dynamique concurrentielle sur le marché Entreprise est un objectif poursuivi de longue date par l'Autorité, sans réel succès jusqu'alors puisqu'en dehors des zones RIP (notamment de 1ère génération), Orange et SFR, deux opérateurs verticalement intégrés, sont en quasi-duopole. ,

Face à ce constat, la seule réponse apportée par l'Autorité semble être : « imposons sur le marché entreprise ce qui ne marche pas sur le marché Grand Public ». L'idée d'élargir de façon « naturelle » ou « forcée », via l'émergence d'offre spécifique, le principe de co-financement au marché entreprise, alors même :

- que le développement commercial massif sur le marché grand public se fait grâce aux offres de location, y compris pour les OCEN ;
- que le co-financement, par nature, favorise les acteurs les plus puissants ;
- qu'aucun opérateur alternatif ne demande ce type d'offre mais juste un accès neutre, non discriminant, ouvert et complet (actif/passif) tel qu'il peut en trouver sur les RIPs que nous exploitons

nous semble difficile à comprendre.

De même, l'idée d'étendre au marché entreprise, qui se distingue du marché de masse, par des exigences de QoS supérieures, le mode STOC, laisse penser que l'Autorité n'a absolument pas saisi les difficultés opérationnelles actuellement rencontrées par tous les OI, pourtant relayées avec force par ces derniers mais aussi, le cas échéant, par leurs collectivités délégantes.

Si Axione partage la vision cible de l'ARCEP sur ce que doit être la BLOM, à savoir l'infrastructure de référence permettant d'adresser l'ensemble des usages grand public et entreprise ; si Axione partage que cela nécessite d'évoluer et proposer in fine des offres avec QoS renforcée à deux niveaux, du multiaccès, de la sécurisation, Axione considère que cette « transformation » progressive ne pourra pas se faire lors du 6^{ème} cycle, et en tout cas pas tant que :

- Les réseaux seront dans une phase de déploiement intense,
- Les réseaux seront soumis à des opérations quotidiennes de raccordement ou de SAV par des acteurs variés,
- La communauté des acteurs OC, OI, mais aussi régulateur, n'aura pas mis en place les process minimum permettant de contrôler la qualité des interventions et garantir l'exploitabilité des réseaux.

Axione considère que la plus grande chance de dynamiser le marché entreprise sur les prochaines années est **de stabiliser le cadre en vigueur**, tant sur le marché 4 que sur le cadre symétrique :

- Les obligations imposées à Orange au titre du marché 4 ne doivent pas être modifiées. En ce sens, le principe de non-éviction ne doit pas être supprimé et la ZF1 doit être conservée en l'état, sans extension prématurée ;
- Le cadre symétrique ne doit pas faire porter à l'ensemble des OI les contrôles nécessaires à imposer aux OI intégrés ;
- Le cadre symétrique est suffisant pour faire émerger des offres adressant l'ensemble des besoins entreprises, allant de la TPE au Grand Compte, en complément avec les solutions BLOD existantes un peu partout sur le territoire, et notamment sur les RIPs de 1ère génération. Axione rappelle par ailleurs que la migration du parc « SDSL » ne doit pas automatiquement se traduire à court terme par la mise à disposition sur fibre d'une offre de gros avec GTR4H dans des conditions économiques comparables à celle du dégroupage :
 - le SDSL ne se résume pas à une GTR4H (jamais tenue malheureusement...) mais plus à un débit symétrique garanti accessible sur des offres de type FTTH+.

- L'offre de dégroupage repose sur un réseau national, déployé depuis plus de 40 ans et opéré par un opérateur national qui amorti ses coûts fixes à l'échelle nationale

4. En route vers l'extinction du Cuivre

Concernant la bascule vers la fibre, Axione se félicite des modalités d'extinction du cuivre envisagées l'ARCEP. Les délais de prévenances associées aux fermetures commerciale et technique des accès cuivre, aussi bien sur le segment GP qu'entreprise, répondent de manière idoine aux 2 besoins suivants :

- Offrir une visibilité et une capacité d'anticipation aux opérateurs dégroupes
- Limiter l'atermolement du process d'extinction du cuivre

Une satisfaction qui s'appuie également sur notre confiance en l'ARCEP d'assurer le maintien de la qualité de service et d'accompagner la fermeture du réseau cuivre par Orange dans des conditions non-discriminatoires et transparentes. Enfin, nous rejoignons l'Autorité sur la pertinence, « avant d'envisager la fermeture à grande échelle de tout ou partie d'une boucle locale cuivre », de procéder à des expérimentations auxquelles Axione participera.